

DÉCLARATION OFFICIELLE DU CONSEIL MONDIAL DE L'ÉNERGIE

22^{ème} CONGRÈS MONDIAL DE L'ÉNERGIE

Le CME exhorte les gouvernements et les industriels à agir en dénonçant les mythes qui entravent le débat énergétique et en définissant un chemin vers un avenir énergétique plus durable.

Alors que s'ouvrait le 22^{ème} Congrès Mondial de l'Énergie à Daegu, en Corée du Sud, le Conseil Mondial de l'Énergie (CME) a mis en garde contre plusieurs mythes très répandus qui entravent sérieusement les efforts des gouvernements, de l'industrie et de la société civile pour créer un avenir énergétique durable.

Le Conseil Mondial de l'Énergie a exhorté les parties prenantes à prendre des mesures urgentes et fortes pour développer et transformer le système énergétique mondial. Le CME les a mis en garde : ne pas agir, c'est mettre en danger l'équilibre du trilemme énergétique : respect de l'environnement, sécurité énergétique et équité énergétique.

Plus de 6 000 délégués provenant de 113 pays, comprenant plus de 50 Ministres et 270 experts de 72 pays ont contribué au vaste programme du Congrès Mondial de l'Énergie sous le thème « Préparer Aujourd'hui l'Énergie de Demain ». Tout au long du congrès, les sessions ont remis en question la pensée existante sur les questions énergétiques pour définir le futur contexte mondial de l'énergie.

Pierre Gadonneix, président du Conseil Mondial de l'Énergie, a déclaré :

« Depuis notre dernier congrès à Montréal en 2010, des événements majeurs ont bouleversé le contexte énergétique mondial ; la crise financière a fait pression sur la compétitivité, devenant un critère majeur pour le secteur de l'énergie. Le développement des hydrocarbures non conventionnels a émergé comme un acteur important et des événements tels que Fukushima ont entraîné une réévaluation des stratégies énergétiques dans de nombreux pays. En conséquence, les objectifs de CO₂ pour 2050 ne seront pas atteints à moins que des changements importants et des cadres politiques soient adoptés. »

« Notre congrès est le lieu idéal pour les discussions entre dirigeants dans un tel contexte. »

« Il est vital que nous formions un cadre cohérent sur le long terme afin de planifier et de mettre en œuvre les investissements futurs. Un leadership est nécessaire si nous voulons répondre au triple défi du trilemme énergétique, une énergie bon marché, accessible et respectueuse de l'environnement pour tous ».

Olivier Appert, président du Conseil Français de l'Énergie, a ajouté :

« Trois ans après le Congrès de Montréal, le système énergétique est confronté à un nouveau paradigme marqué par l'émergence des hydrocarbures non conventionnels, par les révolutions arabes et par la catastrophe de Fukushima. Face aux incertitudes croissantes, il est indispensable de partager une vision pragmatique des enjeux. Par le biais des études présentées au Congrès de Daegu, le CME offre une analyse approfondie des mythes qui tendent à obscurcir un débat constructif sur les défis à venir. Il présente certaines recommandations pour apporter des solutions afin de s'engager dans une transition vers un système énergétique durable au bénéfice de tous. »

Jean Eudes Moncomble, secrétaire général du Conseil Français de l'Énergie, a souligné l'importance des études du CME, citées par de nombreuses personnalités pendant le congrès, comme la présidente de la Corée du Sud, Park Geun-hye. Il a ajouté : « Un Congrès à Daegu, en Asie, c'est aussi une formidable opportunité pour apprécier les évolutions de la carte géopolitique de l'énergie. L'Asie est bien au centre de ces évolutions, non seulement la Chine ou l'Inde, mais aussi toute l'Asie du Sud-Est. L'Amérique du Nord semble tentée de se replier sur elle-même et notre vieux continent, trop souvent donneur de leçons, risque de se faire marginaliser, englué dans des problématiques peu partagées. »

La déclaration complète intitulée « Dénoncer les mythes et définir l'avenir : c'est le temps du changement pour préparer aujourd'hui l'énergie pour demain » est reprise ci-après. La version de référence, en anglais, est disponible sur le site du CFE, www.wec-france.org

DÉCLARATION OFFICIELLE DU CONGRÈS MONDIAL DE L'ÉNERGIE

DÉNONCER LES MYTHES ET DÉFINIR L'AVENIR : C'EST LE TEMPS DU CHANGEMENT POUR PRÉPARER AUJOURD'HUI L'ÉNERGIE POUR DEMAIN

La complexité et les incertitudes augmentent de plus en plus vite et les dirigeants de l'énergie doivent prendre des décisions fondées et pertinentes.

Les études du CME et la cartographie des enjeux énergétiques révèlent bien plus de défis dans le monde qu'auparavant.

L'analyse du CME a dénoncé plusieurs mythes qui biaisent la compréhension de certains aspects du contexte énergétique. Ces idées fausses pourraient nous entraîner dans la voie de l'autosatisfaction et des opportunités manquées.

Beaucoup a déjà été fait et est encore fait pour assurer notre avenir énergétique, cependant les études du CME montrent que les voies actuelles échouent à satisfaire les aspirations mondiales d'accès à l'énergie, de sécurité énergétique et de respect de l'environnement.

Les dirigeants, publics et privés, sont d'accord sur les actions à entreprendre mais pas sur la nature ou l'estimation des risques politiques et institutionnels et leurs conséquences majeures sur l'investissement.

Nous risquons de ne pas complètement bénéficier, économiquement et socialement, de l'utilisation des ressources énergétiques sans une rupture urgente dans l'approche des solutions énergétiques. Les approches commerciales traditionnelles ne sont pas efficaces. Il faut renoncer aux solutions universelles et reconnaître les contextes régionaux et nationaux et les attentes extrêmement différenciées des consommateurs.

Comme avec un kaléidoscope, nous sommes confrontés à des questions en perpétuel mouvement : faire face à cette nouvelle réalité exige de donner davantage de valeur à la capacité à agir et à s'adapter.

Pour écrire notre avenir, « le temps du changement » est venu.

DÉNONCER LES MYTHES

Mythe 1 : La demande d'énergie mondiale va plafonner

La réalité : La demande d'énergie va continuer à augmenter et même doubler d'ici 2050, principalement à cause de la croissance économique des pays hors OCDE.

Mythe 2 : Il y a une pénurie imminente de combustibles fossiles

La réalité : Il n'y a aucune pénurie en vue. La découverte continue de nouvelles ressources et l'émergence de nouvelles technologies qui permettent l'exploitation de pétrole et de gaz non conventionnels et améliorent le taux de récupération des champs existants ont déjà multiplié les réserves disponibles d'énergies fossiles par quatre. Et cette tendance va se poursuivre.

Mythe 3 : L'augmentation de la demande sera entièrement satisfaite par les nouvelles sources d'énergie propres

La réalité : L'analyse du CME dans les Scénarios Mondiaux de l'Énergie montre que, malgré l'augmentation significative de la contribution des énergies renouvelables de 15 % aujourd'hui à entre 20 et 30 % en 2050, les énergies fossiles utilisées pour satisfaire la demande d'énergie mondiale atteindront 16 000 Mtep dans Jazz (le scénario orienté consommateurs) et 10 000 Mtep dans Symphonie (le scénario orienté électeurs) comparativement à 10 400 Mtep en 2010. Cela représente une diminution de 5 % dans Symphonie, mais une augmentation de 55 % dans Jazz.

Mythe 4 : On peut réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 50 % d'ici 2050

La réalité : Si l'on se réfère aux Scénarios Mondiaux de l'Énergie du CME, dans le meilleur des cas, les émissions de gaz à effet de serre vont presque doubler par rapport à ce qu'il faudrait en 2050 pour atteindre l'objectif des 450 ppm de CO₂ – objectif de référence pour beaucoup. Dans le pire des cas, les émissions pourraient quadrupler à cet horizon.

Mythe 5 : Les modèles économiques et les marchés actuels donnent satisfaction

La réalité : Les analyses du CME montrent que les marchés de l'énergie sont de plus en plus complexes, en raison de l'accélération des changements dans les politiques énergétiques, l'innovation technologique et les attentes des consommateurs. Les structures actuelles de marchés et les « business models » ne sont pas efficaces pour traiter les parts croissantes d'énergies renouvelables, les systèmes décentralisés ou encore les systèmes d'informations de plus en plus importants.

Mythe 6 : L'accès à l'énergie sera universel d'ici 10 à 15 ans

La réalité : L'accès universel à l'énergie est loin d'être une réalité. Tout en reconnaissant les progrès récents et les programmes mis en place pour résorber la pauvreté énergétique, les analyses du CME démontrent qu'à l'horizon 2030, une population de 730 (Jazz) à 880 millions (Symphonie) d'habitants sera toujours privée d'accès à l'électricité et qu'à l'horizon 2050, cette population sera comprise entre 320 et 530 millions d'habitants.

Mythe 7 : Au niveau mondial, le capital est abondant et bon marché

La réalité : Le capital est extrêmement sensible aux risques politiques et réglementaires. De plus, en raison des pressions grandissantes sur les finances publiques observées dans grand nombre de pays, les fonds publics ne sont pas disponibles pour remplacer ou augmenter le financement privé des initiatives dans l'énergie.

DÉFINIR L'AVENIR

L'environnement énergétique mondial est de plus en plus complexe. Si aucune action forte et immédiate pour à la fois développer et transformer le système énergétique n'est prise, les aspirations à la sécurité énergétique, à l'accès et au respect de l'environnement sont vouées à l'échec.

- 1. Nous regardons au mauvais endroit.** L'objet des réflexions actuelles sur les systèmes énergétiques est biaisé et inadapté.

Si nous voulons tirer les plus grands bénéfices sociaux et économiques de nos systèmes énergétiques, notre attention doit se déplacer du bouquet énergétique vers l'efficacité de la demande. Nous avons besoin, du côté de la demande, de plus d'investissements, de plus d'innovation, de plus d'incitations mais aussi de normes techniques plus fortes pour réduire l'intensité énergétique. Les contrôles de prix, les subventions, les entraves aux échanges et les quotas pour des technologies spécifiques distordent le marché et peuvent avoir des conséquences inattendues, les hommes politiques doivent donc les utiliser avec parcimonie.

- 2. Afin d'attirer les investissements nécessaires, les politiques nationales et les cadres réglementaires doivent être équilibrés**

Nous avons besoin de cadres robustes, prévisibles et transparents qui permettent à la liberté des marchés d'exercer des choix éclairés en matière d'innovation, de technologies et d'investissement. Le trilemme énergétique apporte un cadre solide à chaque pays pour évaluer son propre risque politique et travailler à une politique et à des cadres institutionnels équilibrés, prévisibles et stables. L'analyse du CME révèle qu'il y a peu de concordance entre les investisseurs et les gouvernements sur la nature, le prix et la valeur des risques. Il est donc indispensable d'améliorer la compréhension de la nature des risques et la manière de les évaluer. Sans cela, il n'y aura pas d'investissement.

3. Nous avons besoin d'investissements significatifs en recherche et développement

Nous devons rapidement développer le potentiel de ruptures technologiques comme le stockage de l'électricité, le captage, l'utilisation et le stockage du carbone. L'analyse du CME montre que l'objectif de 450 ppm de CO₂ ne peut être atteint sans captage, utilisation et stockage du carbone. Il est cependant essentiel que des politiques et des cadres institutionnels clairs et non ambigus favorisent les investissements dans cette technologie pour justifier sa présence dans les feuilles de route et les stratégies de réduction des émissions de carbone.

4. La carte de l'énergie change et nos organisations doivent changer pour suivre cette évolution

Le centre de gravité de l'énergie s'est déplacé hors des pays de l'OCDE, tout comme les interactions entre les pays et les régions. De plus, les associations de consommateurs et la société civile souhaitent influencer notre avenir énergétique. Les institutions énergétiques existantes, multilatérales et plurilatérales, doivent refléter ces changements, être plus globales et plus réactives, sinon elles risquent de devenir obsolètes.

5. Pour atteindre un accès universel à l'énergie, il faut rapidement des politiques, des cadres institutionnels et des fonds afin d'assurer et soutenir les approches entrepreneuriales

Le CME reconnaît le besoin urgent d'actions supplémentaires et soutient les objectifs de l'initiative « Sustainable Energy for All » du Secrétaire général des Nations Unies. Le CME soutient également la reconnaissance de l'accès universel à l'énergie comme un élément clé identifié parmi les objectifs de développement du millénaire après 2015. Des mécanismes de soutien et des financements adaptés sont essentiels pour atteindre cet objectif.

6. Il ne s'agit plus seulement de réduction

Les risques liés à l'interaction énergie-eau, aux événements météorologiques extrêmes ou au cyber-terrorisme – pour n'en citer que quelques-uns – exposent nos infrastructures énergétiques à des désastres potentiels. Nous devons rapidement adapter, repenser et redéfinir la résilience des infrastructures énergétiques.

Daegu, Corée du Sud, octobre 2013